

« *Faire humanité ensemble* »

C'est l'objectif consensuel formulé le 16 février, lors du « **Forum pour un engagement culturel, citoyen et solidaire** » (<http://www.culturesolidarites.org/>), organisé par l'UFISC (ufisc.org) et le CAC (cac-associations.fr) au Sénat.

La réflexion, placée sur le registre des droits humains fondamentaux, faisait suite à une année de travail au travers de quatre ateliers succinctement présentés à la suite de ce texte :
LE CADRE ETHIQUE DE NOTRE ENGAGEMENT / ACTION CITOYENNE ET COMMUNS / TRAVAIL ET SOLIDARITES / COOPERATION ET COCONSTRUCTION.

Il a été souligné que nombre d'associations adhérentes au CAC et à l'UFISC, agissent vers et avec des personnes qui ont, pour certaines, besoin de trouver ou retrouver leur dignité. Dignité qui est condition sine qua non, pour elles, afin de se reconsidérer en tant que citoyens, de reconnaître leur pouvoir personnel et partagé, et ainsi agir en société.

Comment assurer une dignité personnelle, culturelle afin de réendosser son pouvoir de citoyen ? En effet, tout citoyen est politique, il n'a que délégué son "pouvoir" aux élus de la République. Mais qu'en ont-ils fait ?

Interrogeant les défaillances de notre société, dans ses fondements, ses objectifs et ses fonctionnements, quelques principes préalables pour un modèle économique et social plus équitable et solidaire ont été posés.

La nécessité de vivre sa propre liberté tout en accordant aux autres leur liberté d'être libre.
« *Etre ainsi architecte de la liberté des Autres...* »

Un principe de vigilance éthique fondamental qui invite à interroger toutes nos actions sous cet angle : « *Ce que je fais sert et respecte, ou non, les autres ?* ».
Auquel Esperanza21 ajoute volontiers : « *Ce que je fais respecte et valorise, ou non, la biosphère ?* »

On ne peut penser les droits culturels, indivisibles, interdépendants et universels, sans les droits sociaux et économiques.

Comment les sociétés font-elles économie ?

Comment sont réparties, redistribuées les richesses créées par le travail ?

Souhaiter une économie (plus) solidaire oblige à interroger le politique, et les politiques.

Sortir d'un "secteur culturel", "d'objets culturels", évalués de manière marchande vers des valeurs socialement partagées ouvre un nouveau projet politique. Faire que les besoins personnels, ceux qui sont communs, s'inscrivent dans un projet collectif.

La protection des services publics, les démarches et l'économie solidaires, ainsi que la valorisation de nos environnements humains et écologiques sont une nécessité première.

Assurément, nous ne pouvons traduire la diversité et la richesse des réflexions de ce forum, mais elles seront synthétisées prochainement sur le site : <http://www.culturesolidarites.org/>

Il est intéressant de noter que la dernière prise de parole a regretté l'absence de "l'environnement" au cours du débat. Pourtant, toute la journée a été dédiée à discuter des tenants et aboutissants de nos environnements humains, sociaux et sociétaux ! Probablement, la remarque faisait-elle référence aux enjeux écologiques...

Tandis qu'à la conférence "*Migration et biodiversité, une histoire ancienne?*" organisée la même soirée au MEEM (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Jeudi-16-fevrier-2017-Migration-et.html>), la réflexion finale interrogeait, elle aussi : « Quel modèle social et économique permettra de préserver et de valoriser la biodiversité ? »

Ces double regards montrent que nos places dans les sociétés humaines comme dans la biosphère, nos environnements humains et écologiques, sont de plus en plus pensés et reconnus dans leurs relations intimement associées, intimement entrelacées.

« **Faire humanité ensemble** » c'est à la fois accorder les plus grandes attention, reconnaissance et tolérance aux Autres et à soi-même, à nos cultures et, simultanément, agir pour que nos écosystèmes gardent leurs valeurs vitales et évolutives.

« LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX » : <http://www.culturesolidarites.org/>

LE CADRE ETHIQUE DE NOTRE ENGAGEMENT

La culture, comme commun, est au cœur de la dignité humaine et de nos solidarités.

Les droits culturels sont aujourd'hui affirmés dans la loi. Ils reconnaissent la dignité des personnes et visent à une progression de leurs libertés, de leurs responsabilités, de leurs capacités pour faire humanité ensemble. Dans le monde complexe et en tension comme aujourd'hui, il nous faut penser le « vivre-ensemble », la relation à l'autre avec la diversité culturelle comme universalité, l'« identité-relation » selon le beau mot d'Edouard Glissant. La construction des modes de vie et de la représentation symbolique du monde est un enjeu à réfléchir en commun. La participation à la vie culturelle de tous et l'émancipation des personnes sont nos objectifs démocratiques pour demain : Comment les prendre en main ? Comment les inscrire dans nos politiques publiques ? Comment accompagner l'évolution des pratiques ?

ACTION CITOYENNE ET COMMUNS

Il est important consolider les mécanismes de solidarité démocratique, de réciprocité égalitaire et de redistribution publique.

Les initiatives citoyennes sont des milliers. Diverses, multiples, issues des territoires ou nées en réponse à des besoins du monde, elles n'attendent pas mais se projettent, créent, innovent, et résistent... Ancrées dans la réalité et aux prises avec les crises que nous traversons, elles défient les logiques de concurrence généralisée et les limitations démocratiques à l'œuvre. C'est ainsi qu'elles participent aux reconfigurations de l'action publique et privée, de nos gouvernances communes, participatives, réciprocaires. Pour de nouvelles alliances ?

TRAVAIL ET SOLIDARITES

Pour une socialisation des richesses et un socle de droits sociaux garants des solidarités

Les richesses sont créées par la société dans son ensemble. Elles doivent bénéficier à la société pour élaborer un projet de paix et de bien vivre ensemble. Alors qu'une poignée d'individus détient aujourd'hui autant que la moitié de la population mondiale, il nous faut réinterroger l'objectif de justice sociale. Il ne s'agit pas d'accumuler pour redistribuer, de promouvoir la charité de quelques-uns envers une multitude renvoyée à la responsabilité de ses difficultés mais bien de penser le réencastrement de l'économie au service d'une société digne. Alors réinterrogeons-nous sur le travail, sur l'évolution de nos métiers, sur la valeur, sur des relations plus équitables. Comment consolider et articuler une économie sociale et solidaire et les services d'intérêt général ? Comment affirmer nos capacités d'initiative et inventer nos droits pour demain ?

COOPERATION ET COCONSTRUCTION.

Principes et outils de participation des initiatives citoyennes à l'intérêt général sur les territoires.

Les projets artistiques et les initiatives associatives sont multiples sur les territoires. Ils sont porteurs de valeurs et générateurs de relations, de rêves, de « faire ensemble » et de coopérations. Ils sont des laboratoires culturels et sociaux qui tentent de décloisonner les esprits et de bousculer les frontières. Que ce soit entre structures porteuses de projets, ou avec les pouvoirs publics, les logiques de coopération et de co-construction touchent à l'intérêt général. Comment les définir et les mettre en œuvre, ensemble, de façon décloisonnée et équitable ?

Cela suppose de valoriser les expériences, de s'emparer des outils, des processus pour renforcer le dialogue et la démocratie en acte, dans les structures et entre les différents acteurs des territoires (économiques, politiques...). Car c'est bien à partir de territoires et des initiatives que doivent se construire des politiques adaptées, qu'elles soient culturelles, sociales, ou économiques...